

NOTE RELATIVE A LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES DE PASSATION DES CONSULTATIONS



A compter du 1er octobre 2018, vous devrez obligatoirement transmettre vos offres de manière dématérialisée, pour toutes les consultations supérieures à 25.000 € HT.

Cette note est destinée à vous accompagner dans cette démarche, en vous indiquant les actions à mettre en œuvre en priorité. Vous y trouverez également quelques conseils pratiques pour répondre à une consultation par voie dématérialisée.



Que faut-il faire en priorité ?



1/ Obtenir, si vous n'en disposez pas déjà, un certificat de signature électronique



Qu'est-ce que la signature électronique ?

C'est une carte d'identité numérique qui permet d'identifier et d'authentifier le signataire d'un document. Il garantit l'identité du signataire et l'intégrité des documents signés.

La signature électronique ne peut être ni falsifiée, ni modifiée, ni réutilisée (elle fait partie du document signé et ne peut être déplacée sur un autre), ni répudiée (la personne qui a signé ne peut le nier).



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.

Pour signer électroniquement votre offre, vous devrez disposer d'un certificat de signature électronique et de l'application logicielle correspondante (outil de signature). Cette dernière est proposée par la plateforme Place.

Le certificat de signature électronique est nominatif. Son titulaire doit avoir la capacité d'engager la société ou disposer d'une délégation de pouvoir.



Obtenir un certificat électronique peut prendre à ce jour (juin 2018) entre quinze jours et un mois. Ces délais risquent fortement d'augmenter avec l'échéance du 1^{er} octobre 2018 (multiplication des commandes de certificats créant un goulot d'étranglement). Par ailleurs, le CHU de Montpellier exige la signature de l'offre dès son dépôt. Nous vous conseillons donc de vous procurer un certificat au plus tôt afin de pouvoir répondre aux consultations.



Où se procurer un certificat électronique ?

Le certificat électronique est délivré par une Autorité de Certification, dont le rôle est de vérifier l'identité du demandeur et de faire le lien entre la clé privée de signature et l'identité du signataire.

L'ANSSI propose la liste des prestataires de service de confiance : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

La délivrance d'un certificat de signature nécessite un certain nombre d'opérations de vérification d'identité :

- à minima l'envoi de photocopies de pièces d'identité pour les procédures les plus souples ;
- un déplacement physique du demandeur auprès de l'autorité de certification et une vérification d'identité en face à face pour les politiques de certification les plus avancées. Lors de cette étape, le demandeur présente ses papiers d'identité contre remise du certificat.



Quel support choisir ?

Le certificat électronique peut se matérialiser sous différents supports :

- logiciel (stockage sur le disque dur d'un ordinateur)
- dispositif matériel (carte à puce, carte SIM, clé USB...)
- ou de façon dématérialisée (Cloud).



Il est recommandé, pour des raisons techniques, d'utiliser la clé USB ou la carte à puce.



Quel prix ?

L'obtention d'un certificat est payante.

Chaque prestataire établit le prix en fonction des services qu'il délivre.

Les certificats RGS ** vont devoir être remplacés, au 1^{er} octobre 2018, par des certificats eIDAS

Toutefois, ils demeureront valides jusqu'à leur date d'expiration.



2/ Vérifier les prérequis techniques

L'utilisation de la plateforme nécessite une configuration particulière des postes informatiques.

Les pré-requis techniques sont mentionnés sur toutes les pages de la plateforme (rubrique Pré-requis techniques en bas de page).

Afin de pouvoir utiliser l'ensemble des fonctionnalités de la plateforme (en particulier la réponse électronique), il est impératif de s'y référer et de respecter précisément les exigences qui y sont mentionnées.



Un outil est mis à votre disposition sur la plateforme afin de tester votre configuration

Il est accessible depuis le menu latéral, dans la rubrique Aide, au moyen du bouton « Tester ma configuration »

Celma juillet 2018



[Tester ma configuration](#)

Le test de configuration vérifie successivement le système d'exploitation, la version Java, l'accès au magasin de certificats et la communication avec le serveur.

Il est impératif que l'ensemble des tests des pré-requis soient validés pour pouvoir répondre électroniquement à une consultation sur la plateforme. Dans le cas contraire, la fonction de réponse électronique n'est pas opérationnelle.



3/ Vous familiarisez avec le fonctionnement de la plateforme

La plateforme vous permet de répondre à une consultation de test (consultation fictive), dans un environnement sécurisé (bac à sable), dans le but de vous familiariser avec la réponse électronique.

Cela vous permettra de tester un cycle entier de réponse à une consultation et notamment, de vérifier le bon fonctionnement du certificat électronique, du chiffrement et du transfert nécessaire à la réponse électronique.

Cette consultation de test est accessible depuis le menu latéral, dans la rubrique Aide, au moyen du bouton « Tester ma configuration »

Le CHU de Montpellier exigeant la signature électronique des offres dès leur dépôt, il conviendra de sélectionner la consultation de test avec signature électronique.



Pour information, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier organise régulièrement des ateliers destinés à vous familiariser avec la dématérialisation. Pour l'été, les dates sont les suivantes :

- **17 juillet 8h30-12h30** <http://herault.cci.fr/node/5009>
- **26 Juillet 8h30-12h30** <http://herault.cci.fr/node/5010>
- **7 Août 13h30-17h30** <http://herault.cci.fr/node/5011>
- **21 Août 8h30-12h30** <http://herault.cci.fr/node/5012>

Vous souhaitez répondre à une consultation ?



1/ N'attendez pas la dernière minute !

Prévoyez le temps nécessaire pour que votre réponse soit reçue dans les délais (fin du téléchargement), surtout si vos fichiers sont volumineux et votre réseau à faible débit. La date et l'heure limite sont fixées dans l'avis de publicité ou les documents de consultation.

Une fois votre dépôt effectué, vous recevrez un accusé de réception horodaté du dépôt récapitulant la liste de chaque fichier transmis, ainsi que son fichier de signature associé le cas échéant.

Cet accusé de réception par courrier électronique sert de preuve de dépôt et peut être opposable pour le candidat.



2/ Reportez-vous au guide d'utilisation de la plateforme

accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Il vous précisera en détail, copies écran à l'appui, les modalités de :

- Création et gestion d'un compte utilisateur sur la plateforme
- Recherche d'une consultation
- Téléchargement d'un DCE
- Dépôt de questions dans le cadre d'une consultation
- Signature électronique des pièces de la candidature et de l'offre
- Remise d'une réponse électronique



3/ Recourez, si besoin, à l'assistance en ligne

En cas de difficulté, un service d'assistance en ligne est accessible



via la languette Assistance en ligne accessible sur le côté droit de l'écran.

Il permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne.

Un message de confirmation vous sera transmis avec la référence de la demande d'assistance, ainsi que le numéro de téléphone du support qui ne devra être contacté qu'en cas d'urgence.



4/ N'hésitez pas à doubler votre offre électronique par une copie de sauvegarde

Qu'est-ce qu'une copie de sauvegarde ? C'est une copie de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées (offre électronique ne pouvant être ouverte, ou contenant un virus, ou qui n'est pas parvenue dans les délais) au dossier de candidature et d'offre transmis électroniquement, **sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.**

Elle peut être remise sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) et transmise sous pli par voie postale, ou par dépôt chez l'acheteur. Elle devra porter la mention « Copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et les références de la consultation. De même que dans l'offre dématérialisée, l'acte d'engagement contenu dans la copie de sauvegarde devra être signé électroniquement.



5/ Penser à utiliser le coffre-fort électronique

Vous pouvez mettre en ligne des éléments administratifs nécessaires pour appuyer des éléments de votre candidature, ou lors de l'attribution des marchés (Certificats fiscaux et sociaux, attestations d'assurance, etc.).

Ces éléments ne sont accessibles par les Entités Publiques que sous conditions précises (attribution d'un marché, consentement du candidat, etc.).

Ces pièces, même si elles ne figurent pas dans le pli que vous aurez déposé en réponse à une consultation donnée, seront admissibles au titre de votre candidature à la condition que vous l'ayez mentionné dans votre réponse.



6/ Derniers conseils pratiques

- ♦ Lors du dépôt de votre réponse électronique, veillez à ce que l'adresse mail que vous communiquez soit régulièrement consultée. A défaut, vous prenez le risque de ne pas répondre dans les délais à d'éventuelles demandes de précision de l'acheteur, et donc de voir votre offre rejetée.
- ♦ De même, assurez-vous que les messages de la plateforme ne soient pas redirigés dans les spams.
- ♦ Evitez les noms de fichiers trop longs, au risque d'en empêcher leur ouverture.
- ♦ Enfin, la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances a publié un « Guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics pour les opérateurs économique » sous la forme d'une Foire Aux Questions. Il est accessible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dematérialisation-commande-publique>